

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX. — 49-71, Grande-Rue, Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
 TOURCOING. — 22, rue Carnot, Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe, Tél. 539.51.
 PARIS. — 26, boulevard Poissonnière, Tél. Provence, 77.84.
 MOUSCRON. — 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

REGARDS SUR L'EUROPE

LA SITUATION SOCIALE



M. Eugène Duthoit

« Pas d'ordre social sans principes sociaux »

affirme M. EUGÈNE DUTHOIT, président des Semaines sociales de France, doyen de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille.

— Voulez-vous me dire, M. le président, quel est, selon vous, dans l'Europe, le problème le plus d'actualité, de 1939, le moyen de donner plus d'harmonie et d'unité aux efforts si dispersés qui, sur le plan social, tendent à une amélioration de la condition humaine ?

— L'Europe d'aujourd'hui est, en effet, profondément divisée. Intérêts politiques, intérêts économiques, idéologies régimentaires, structures des États, tout semble conspirer à dissocier les puissances, à les opposer en des conflits qui menacent d'entraîner à sa suite la civilisation.

Mais, je ne veux pas débiter la question que vous me posez. Laissons de côté le plan politique, le plan économique, le plan idéologique, qui sont pourtant en état d'étroite interdépendance avec le plan social ; je m'en tiens à ce dernier et je réponde : Pas d'ordre social sans principes sociaux. Or, quelle est aujourd'hui, en Europe, dans le monde, l'autorité la plus écoutée, celle qui dispose du plus large rayonnement, de l'audience la plus nombreuse et la plus étendue ? Du simple point de vue des faits observables, il paraît bien que ce soit celle du Souverain Pontife. Quel est le chef d'État, le dictateur, quelle que soit la densité des auditeurs auxquels il parle, des manifestations spectaculaires auxquelles il préside, des applaudissements qu'il recueille, qui puissent atteindre autant d'intelligences et de consciences humaines que le Vicaire de Jésus-Christ ?

Remarquez que les enseignements sociaux de Léon XIII, de Pie XI, n'ont pas eu seulement sur les catholiques répartis à travers l'Europe et le monde l'influence qui revient, de droit, au Père commun des fidèles, mais ont fait une profonde impression sur bien d'autres esprits et ont eu, sur les activités sociales les plus diverses, une prise des plus salutaires. Pie XI n'a-t-il pas pu dire de Léon XIII, à très juste raison, que les enseignements de celui-ci sur la condition des ouvriers étaient devenus en quelque sorte « le patrimoine commun de l'humanité » ? J'estime donc que ce que peuvent faire de mieux les catholiques pour travailler à la paix sociale en Europe, c'est de diffuser, de monnayer et surtout d'appliquer, par tous les moyens dont ils disposent, la doctrine des grandes nouvelles des Papes contemporains qui est un trésor inépuisable.

— Mais, M. le président, ne faut-il pas que la doctrine, forcément très générale, des Papes, s'adapte et s'ajuste à la condition particulière des différents peuples ?

— Rien n'est plus nécessaire, et c'est là, précisément, la tâche des catholiques dans leur patrie respective. En France, vous le savez, bien des institutions s'y emploient, depuis les organisations professionnelles animées de l'esprit chrétien jusqu'aux divers mouvements spécialisés de l'action catholique, sans oublier les organismes d'études et d'information, comme l'Action populaire et les Semaines Sociales de France, ni les organismes d'initiative, d'éducation et de liaison, comme les Secrétariats sociaux.

Or, remarquons que plusieurs de ces mouvements sont pourvus d'antennes dont le rayonnement dépasse les frontières et rejoint des postes extérieurs, animés du même esprit, puisés à la même source. Voyez par exemple la liaison internationale établie par les Syndicats chrétiens, par la J.O.C. Quelles promesses, quelles visions d'espérances, pour une Europe plus pacifique et plus chrétienne !

— Les États eux-mêmes n'ont-ils pas quelque chose à faire pour une certaine action commune sur le plan social ?

— OUI, certes, quoique l'autorité régissante sur tant de points d'Europe et les idéologies qui prévalent et à laquelle sont favorables à une telle communauté d'action.

Mais l'Organisation internationale du Travail et le Bureau international du Travail qui avaient à juste titre, soulevé tant d'espérances lors de leur institution et qui ont accompli tant de travaux utiles, subsistent et fonctionnent avec activité.

Leur utilité et la nécessité, pour tous les hommes de bonne volonté, d'y collaborer dans la pleine mesure de leur pouvoir, n'ont jamais été plus grandes. Il faut que sur le terrain de la législation du travail, le progrès social s'accomplisse de concert entre nations civilisées. Sinon le pays précurseur risque d'être arrêté dans sa course. On l'a bien vu en France où le régime des quarante heures, faute

d'avoir été appliqué dans les nations concurrentes, a reçu des amendements qui en ont modifié la structure primitive. Le B. I. T. est un foyer de progrès social où il faut déplorer l'absence ou la défection de plusieurs grandes nations. C'est un centre de liaison internationale. Il faut renforcer, et non amoindrir, son action bienfaisante.

Aussi bien, des problèmes nouveaux ont surgi qui obligent, aujourd'hui, les nations à coordonner, sous peine d'en courir les risques et les dommages les plus graves, leur action législative. Tel est le problème posé par les réfugiés qui, chassés de leur pays d'origine ou d'adoption, essayent de franchir les frontières et d'y reconstituer un habitat, une vie de famille, une vie professionnelle durables.

Comment résoudre ce problème crucial si les diverses puissances s'enferment dans l'autarcie la plus ombrageuse, sans essayer de prendre, en l'unison, les mesures que suggère l'humanité la plus élémentaire, non moins que le souci de la sécurité générale ?

PHAROS.

Un sourire d'Alsace



M^{lle} Lucienne Lequeur, âgée de dix-neuf ans, qui a été élue « reine » d'Alsace au cours d'un gala des associations de la région de l'Est, à Paris.

Le cardinal Verdier met en garde le clergé français contre des enquêtes des autorités consulaires allemandes

Paris, 29 janvier. — S. E. le cardinal Verdier a fait publier le communiqué suivant :

« Le ministère de l'Intérieur a été avisé que les autorités consulaires allemandes, pour obtenir des renseignements relatifs à l'état civil et à la religion de certaines personnes, s'étaient adressées à des membres du clergé.

« Le ministère des Affaires étrangères, par une communication du 19 décembre dernier, a rappelé à l'Ambassade d'Allemagne que les demandes de cette nature ne pouvaient être formulées qu'au près des administrations françaises compétentes.

« La direction des affaires municipales et du contentieux de la Seine nous demande de vouloir bien la tenir informée de toute demande de renseignements de cette nature, qui serait adressée par les autorités consulaires allemandes à des ministres du culte catholique.

« Nous prions donc les curés et administrateurs d'informer l'archevêché de toute démarche de ce genre qui serait faite auprès d'eux ».

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Cinq mille femmes et enfants ont été admis hier en France

A la frontière, des milliers de réfugiés attendent l'autorisation de pénétrer, à leur tour, sur notre territoire

L'avance nationaliste continue, mais les gouvernements tentent de se ressaisir



L'ARRIVÉE DES RÉFUGIÉS AU PERTHUS (Ph. Sinfra.)

Burgos, 29 janvier. — Voici un extrait du communiqué officiel du grand quartier général nationaliste :

« Malgré les mauvais temps, nos troupes ont poursuivi leur brillante avance sur le front de Catalogne. Elles ont avancé dimanche sur une profondeur moyenne de 9 kilomètres et elles ont occupé les villages de Puigvell, Nollas, Cargel.

« Selon des nouvelles, qui ne sont pas encore confirmées, nos troupes ont aussi occupé Santa-Eulalia-de-Rosana.

« Nous avons battu trois brigades internationales, les 11^e, 13^e et 15^e dont les documents sont tombés entre nos mains. Ces unités sont composées d'Espagnols Américains et de Centre-Européens.

« Selon les déclarations de prisonniers, ces brigades ont été organisées à la suite d'un accord entre le député français Marty et les dirigeants rouges.

« En Estrémadure, nous avons repoussé toutes les attaques de l'adversaire.

« D'autre part, « Radio Nacional » annonce que, sur le front sud de Catalogne, les forces nationalistes ont occupé la petite ville de Caldas-de-Montbuy, à 13 kilomètres à l'ouest de Granollers.

Les gouvernements auraient perdu cent mille hommes depuis le début de l'offensive

On estime dans les milieux nationalistes que les gouvernements ont perdu environ une centaine de milliers d'hommes depuis le début de l'offensive de Catalogne. Dans ce nombre, il faut inclure 68.400 prisonniers, selon les chiffres officiels.



APRÈS LA PRISE DE BARCELONE, LE GÉNÉRAL YAGUE (au premier plan) ASSISTÉ AVEC SES TROUPES A UNE MESSÉ D'ACTION DE GRÂCES, SUR LA PLACE DE CATALOGNE. (Belino France-Press.)

L'Allemagne

celebre aujourd'hui le 6^{me} anniversaire du III^{me} Reich

Le maréchal Goering sera-t-il proclamé chancelier ?

En dépit des démentis précédemment donnés à des informations du même genre, le correspondant à Berlin du « Sunday Times » rapporte qu'un remaniement du gouvernement allemand pourrait être annoncé lundi ou dans le courant de la semaine.

En particulier, le maréchal Goering pourrait être nommé ministre de la Guerre, ou même chancelier.

A la veille du VI^e anniversaire de l'avènement du 3^e Reich, la presse allemande publie, d'ailleurs, un manifeste du maréchal Goering exaltant M. Adolf Hitler, créateur du Reich grand allemand.

Dans le « Voelkischer Beobachter », le docteur Wilhelm Erich, ministre de l'Intérieur, déclare que « M. Adolf Hitler ne se laisse pas dicter par d'autres le moment où il a l'intention de prendre des décisions historiques ». Il souligne qu'aujourd'hui, après la création du grand Reich, il convient d'assurer les fruits de la victoire.

Le « Lokal Anzeiger » écrit : « L'Allemagne est ressuscitée sous son Führer et aucune puissance au monde ne pourra arrêter la volonté du peuple de 80 millions d'hommes, unis sous Adolf Hitler ».

Le « Berliner Tageblatt » déclare : « 1939 ne sera pas seulement consacré à conserver les conquêtes. On verra aussi à compléter intérieurement l'œuvre de l'union allemande, en effaçant peu à peu les cicatrices des séparations historiques. »

La découverte près d'Amiens du corps d'un voyageur de commerce lillois

M. FRAPARD A-T-IL ÉTÉ ASSASSINÉ ?

Nous avons relaté hier la découverte dans un taillis, près du pont de Fouencamp, non loin d'Amiens, du cadavre d'un représentant de commerce lillois, M. Raymond Frapard, dont la femme avait signalé la disparition dès le 7 décembre dernier.

Bien que les conclusions du parquet d'Amiens paraissent pencher plutôt vers l'hypothèse d'un accident, certaines constatations troublantes pourraient, cependant, rendre aussi plausible, l'hypothèse du meurtre.

Tout d'abord, à trente mètres du cadavre de M. Frapard, on retrouve un chapeau de feutre mou, perforé en deux endroits par des balles de revolver ; ensuite la position même du cadavre donne à penser que le courtier de la Société lilloise des moteurs a été jeté du train. Mais ce n'est pas tout. Quelques jours après la disparition de son mari, M^{me} Frapard signalait qu'un contrôleur de la S.C.N.F. avait retrouvé, dans un compartiment de 3^e classe, en gare d'Amiens, sur la banquette la serviette bourrée de papiers du disparu.

D'autre part, les affaires du défunt étaient prospères et il remplissait ponctuellement ses devoirs de famille.

M^{me} Frapard inclinait à penser que son mari avait été victime d'une crise d'amaigrissement, car il se surmenait beaucoup dans ses affaires.

Quoi qu'il en soit, si M. Frapard a été tué, le vol n'a pas été le mobile du crime. On a retrouvé, en effet, sur le cadavre, 400 francs, une carte d'électeur et la carte grise au nom de la victime.

L'autopsie, apportera, sans doute, quelques éclaircissements sur le mystère qui plane sur cette douloureuse affaire.

UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN GRANDE-BRETAGNE

L'amiral lord Chatfield devient ministre de la coordination de la défense en remplacement de Sir Thomas Inskip nommé ministre des Dominions

Sir Reginald Dorman Smith, ancien président de l'Union nationale des fermiers, reçoit le portefeuille de l'Agriculture



LORD CHATFIELD (Ph. Sinfra.)

Londres, 29 janvier. — On annonce officiellement que les modifications suivantes ont été apportées à la composition du cabinet britannique.

L'amiral lord Chatfield, ancien premier lord de la mer, devient ministre de la coordination de la défense, en remplacement de sir Thomas Inskip, qui devient ministre des Dominions.

Le ministère des Dominions était géré, depuis la mort de lord Stanley, en octobre dernier, par M. Malcolm Macdonald, ministre des Colonies.

Sir Reginald Dorman Smith, député conservateur de la circonscription de Petersfield (Hampshire), et ancien président de l'Union nationale des fermiers, devient ministre de l'Agriculture, en remplacement de M. S. Morrison, qui est nommé chancelier du duché de Lancastre.

Lord Winterton, le titulaire de ce poste, devient l'paymaster général, titre qu'abandonne le comte de Munster, pour celui de sous-secrétaire d'Etat parlementaire à la Guerre.

Lord Strathcona and Mount Royal, qui se démet de ses fonctions de sous-secrétaire parlementaire à la Guerre, ne fait plus partie du gouvernement.

En sa qualité de chancelier du duché de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

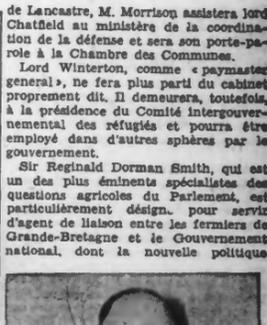
Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.



SIR REGINALD DORMAN SMITH (Ph. France-Press.)

Londres, 29 janvier. — On annonce officiellement que les modifications suivantes ont été apportées à la composition du cabinet britannique.

L'amiral lord Chatfield, ancien premier lord de la mer, devient ministre de la coordination de la défense, en remplacement de sir Thomas Inskip, qui devient ministre des Dominions.

Le ministère des Dominions était géré, depuis la mort de lord Stanley, en octobre dernier, par M. Malcolm Macdonald, ministre des Colonies.

Sir Reginald Dorman Smith, député conservateur de la circonscription de Petersfield (Hampshire), et ancien président de l'Union nationale des fermiers, devient ministre de l'Agriculture, en remplacement de M. S. Morrison, qui est nommé chancelier du duché de Lancastre.

Lord Winterton, le titulaire de ce poste, devient l'paymaster général, titre qu'abandonne le comte de Munster, pour celui de sous-secrétaire d'Etat parlementaire à la Guerre.

Lord Strathcona and Mount Royal, qui se démet de ses fonctions de sous-secrétaire parlementaire à la Guerre, ne fait plus partie du gouvernement.

En sa qualité de chancelier du duché de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Lord Winterton, comme « paymaster général », ne fera plus parti du cabinet proprement dit. Il demeurera, toutefois, à la présidence du Comité intergouvernemental des réfugiés et pourra être employé dans d'autres sphères par le gouvernement.

Sir Reginald Dorman Smith, qui est un des plus éminents spécialistes des questions agricoles du Parlement, est particulièrement désigné pour servir d'agent de liaison entre les fermiers de Grande-Bretagne et le Gouvernement national, dont la nouvelle politique de Lancastre, M. Morrison assistera lord Chatfield au ministère de la coordination de la défense et sera son porte-parole à la Chambre des Communes.

Vers une alliance militaire de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon ?

On mande de Tokio « New-York Herald Tribune » (édition européenne) :

« Selon des bruits, qui circulent avec persistance à Tokio, d'importantes conversations ont lieu depuis quelque temps, entre les représentants du gouvernement du Japon et de hautes personnalités officielles allemandes et italiennes, en vue de fortifier leur pacte antikomintern qui, ostensiblement, ne visait jusqu'ici que le communisme, et de le transformer en une alliance militaire formelle entre les trois pays.

Agé de 65 ans, il participe, sous les ordres de lord Beatty, à la bataille de Heligoland ; à celle de Dogger Bank et à celle du Jutland. Par la suite, il fut commandant en chef d'abord de la flotte de l'Atlantique, puis de celle de Méditerranée. Il se trouva actuellement aux Indes, à la tête de la mission envoyée par le gouvernement pour étudier les perspectives d'avenir de l'Inde, dans le cadre du problème général de la Défense impériale, problème qu'il a la réputation de connaître parfaitement.

Il sera de retour en Angleterre dans quelques semaines.

« La France doit prendre l'initiative d'arrêter la course aux armements et rechercher des ententes économiques. Pour cela, elle doit être forte... »

déclare M. Pichot

Poitiers, 29 janvier. — MM. Jean Goy, président de l'U.N.C. et Henri Pichot, président de l'Union fédérale, ont pris dimanche la parole à Niort et à Poitiers.

M. Jean Goy a déclaré notamment :

« Nous avons vu réaliser entre les trois plus grandes associations d'anciens combattants une union étroite pour une action commune en face du péril. Notre exemple doit être suivi par tous. La sécurité de l'empire l'exige. Sur un plan nettement établi, dans une discipline joyeusement acceptée, par un travail sans cesse accru, que la France produise son effort et le spectre de la guerre s'éloignera. »

De son côté, faisant allusion à la gravité présente et à venir des événements internationaux, M. Henri Pichot a déclaré :

« Nous venons d'appeler publiquement l'attention du président du Conseil sur une triple et immédiate nécessité : Il faut porter au maximum, fût-ce par une mobilisation économique et industrielle,

l'effort d'armement de la France, organiser, non en discours, mais en actes, la défense des populations civiles.

« Il ne s'agit plus de savoir ce que donne le jeu compliqué des partis, mais de dire tout, « suite ce que les Français doivent faire ensemble pour assurer leur sécurité sur le plan national et impérial, en Europe et dans le monde. Dire non énergiquement, c'est à l'ordre des nécessités si, comme vient de le faire unanimement la Chambre des députés, on doit répondre à d'insolentes et folles prétentions. Mais cela ne constitue pas une politique positive ; dire non, c'est laisser encore aux totalitaires l'initiative et s'enfermer dans la défensive ; affirmer une politique, c'est reprendre pour soi l'initiative.

« Or, la porte de sortie vers la paix, c'est l'arrêt contrôlé, compensé et équilibré de la course ruineuse aux armements, c'est la recherche d'ententes économiques libérant certains peuples de la peur de la faim. Pour une telle politique, la France a besoin d'être forte. »